

# Le rôle de l'Autriche dans le conflit des Balkans

Christian Rakovsky

*Source : «Le Peuple», 28<sup>e</sup> année, n° 299, 24 octobre 1912, p. 1. Notes MIA.*

*À une demande de renseignements sur la situation des Balkans émanant du Bureau Socialiste International, notre camarade Camille Huysmans a reçu du citoyen Racovsky, de Bucarest, la très intéressante lettre suivante :*

**V**ous me demandez mon opinion sur le rôle de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans, sur la proposition du comte Berchtold<sup>1</sup> et sur les intrigues de la diplomatie viennoise. À mon avis, le rôle, ou plutôt, la responsabilité de la diplomatie autrichienne dans la guerre actuelle<sup>2</sup> est immense. On peut dire même que l'Autriche a été pendant les dernières années un facteur prépondérant dans les affaires balkaniques.

Il est vrai que l'alliance actuelle entre les États balkaniques est surtout l'œuvre de la Russie qui, sans doute, continuera à soutenir, sous main, les alliés en leur fournissant des armes et des munitions. Mais il est aussi important de savoir que cette alliance a été, en partie, provoquée par une autre alliance qui se préparait entre la Bulgarie et l'Autriche.

D'ailleurs, la conviction est générale que l'Autriche est grandement responsable des complications d'aujourd'hui.

Il y a trois semaines, quand j'étais à Constantinople, j'apprenais de source sûre que les cercles officiels turcs soupçonnaient la diplomatie autrichienne d'agir par l'intermédiaire des États balkaniques. Cette croyance, qui sera aujourd'hui en contradiction avec les événements et l'attitude de l'Autriche, ne prouve pas moins combien grande en Orient est la méfiance que l'on a de la diplomatie autrichienne.

Deux circonstances ont fait naître ce sentiment. D'abord, la situation géographique de l'Autriche-Hongrie qui ne peut s'étendre qu'aux dépens de la péninsule des Balkans. Ensuite, les actes même de sa diplomatie. L'occupation, et plus tard l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine ont été le premier acte de ce drame dont la finale devrait être la conquête de l'Albanie et de la Macédoine, avec Salonique.

Il est un fait patent depuis longtemps que la politique de partage a été inaugurée par la convention secrète de Reichstadt du 8 juillet 1876, conclue entre la Russie et l'Autriche accordant à la première la Bessarabie et à la seconde les deux provinces serbes. Aujourd'hui, nous sommes en état de connaître les détails des pourparlers qui ont précédé cette convention et cela, grâce au travail d'un historien russe, M. Gorainoff, intitulé *Les Bosphores et les Dardanelles*, édité à Saint-Pétersbourg en 1907.

---

1 Berchtold, Léopold (1863-1942), diplomate austro-hongrois, ministre des Affaires étrangères de 1912 à 1915.

2 Il s'agit de la Première guerre des Balkans, (octobre 1912 – mai 1913), qui opposa la Ligue balkanique (Serbie, Bulgarie, Grèce et Monténégro) à l'Empire ottoman. Les Turcs furent vaincus et, par le Traité de Londres du 30 mai 1913, ils durent renoncer à leurs anciennes possessions européennes.

L'importance de ce travail consiste dans la publication d'une série des lettres et rapports officiels, tirés des archives diplomatiques russes. Depuis 1887, on soupçonnait déjà (à la suite de révélations de la « *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* ») que [Bismarck](#) avait joué un très grand rôle dans ce marché diplomatique.

Maintenant, le doute n'est plus possible. Et pour montrer combien d'analogies il y a, sous certains rapports, entre la politique autrichienne d'alors et celle d'aujourd'hui, je vous citerai ce passage d'un rapport de l'ambassadeur russe, à Berlin, daté du 5 janvier 1876 et dans lequel il communique une conversation avec Bismarck sur le projet des réformes que le comte Andrassy<sup>3</sup> avait préparé pour la Bosnie et l'Herzégovine. Étant donné sa paresse habituelle – aurait dit Bismarck – le comte Andrassy n'aurait pas recours à un travail si compliqué s'il n'avait un plan derrière la tête : « *L'Allemagne sera obligée quand même de soutenir le comte d'Andrassy – continue Bismarck – étant donné qu'il est l'objet d'une campagne acharnée de la part des catholiques.* »

D'un autre côté, l'Allemagne, voulant rester en termes de bonne amitié avec les Russes, Bismarck proposa à l'ambassadeur russe un marché honorable. « *La situation d'Andrassy – dit-il en s'adressant aux Russes – deviendrait moins difficile si dans vos combinaisons avec Andrassy vous consentiez à un agrandissement des possessions d'Autriche du côté de la Bosnie en échange de certains avantages que la Russie obtiendrait du côté de la Bessarabie* ». Cette « *bagatelle* », aurait ajouté Bismarck, serait approuvée aussi par l'Angleterre si on lui laissait la liberté d'action en Égypte.

Si j'invoque la convention de Reichstadt, c'est pour l'énorme intérêt qu'elle présente. En effet, elle ne nous initie pas seulement aux véritables intentions de la politique de l'impérialisme autrichien, mais elle constitue encore une preuve éclatante de la grande duplicité de sa conduite. La diplomatie russe nous a habitué à une politique d'un cynisme brutal et les diplomates de Ballplatz<sup>4</sup> ont toujours réussi à cacher leur jeu. Il est intéressant de constater, dans cet ordre d'idées, l'insistance qu'ils ont mise à ce que la convention de Reichstadt restât absolument secrète. Tout en ayant consenti au partage partiel de la Turquie, la diplomatie autrichienne continuait de marquer des sentiments d'amitié au sultan, de même qu'elle se posait en amie des Roumains au congrès de Berlin, quoi qu'elle eût apposé sa signature sous l'acte qui mettait la Bessarabie sous le joug de l'absolutisme russe.

L'attitude ultérieure de la diplomatie autrichienne ne faisait que confirmer qu'elle avait des visées de conquête. Elle n'a pas dédaigné chercher des alliés à sa politique partout où elle pouvait en trouver. Longtemps, elle croyait avoir trouvé dans la Serbie une alliée fidèle à sa politique. Mais après la guerre serbo-bulgare de 1885, qui poussa en avant la Bulgarie, la diplomatie autrichienne transporta à Sofia le centre de gravité de son activité.

Pendant ces quatre dernières années, beaucoup de révélations intéressantes ont été faites dans la presse bulgare sur la collaboration entre les divers cercles bulgares et l'ambitieuse diplomatie autrichienne. Cette collaboration – en ce qui concerne spécialement la Macédoine – datait encore de l'époque des premiers mouvements insurrectionnels macédoniens de 1896. Il est hors de doute aujourd'hui que des rapports intimes existaient entre certains révolutionnaires macédoniens et les agents de l'Autriche, comme plus tard entre ces derniers et les chefs albanais.

Ainsi le public bulgare a appris que Sarafov, le célèbre chef de bande macédonien, ne dédaignait pas l'argent autrichien et avait ses entrées libres au ministère des affaires étrangères de Vienne. On a appris encore que les émissaires de Ballplatz n'hésitaient pas à recourir au poignard quand cela était utile à leur cause, aussi les accuse-t-on de complicité dans l'assassinat de Rostkovski, le consul russe de Bitola. D'autre part, l'Autriche soutenait les aspirations des Bulgares en Turquie, tandis que la Russie vouait ses sympathies plutôt à la Serbie. Le rôle de l'Autriche était d'autant plus facile qu'elle trouvait le terrain déjà préparé en Bulgarie.

---

3 Andrassy, Gyula (1823-1890), ministre des Affaires étrangères austro-hongrois de 1871 à 1879.

4 Célèbre place viennoise où se trouvait le ministère des Affaires étrangères de l'empire austro-hongrois.

Les nationalistes bulgares avaient évolué. Tout d'abord, ils ont caressé pendant longtemps, l'idée d'une grande Bulgarie, telle que le traité de San Stefano<sup>5</sup> l'avait créée. Mais plus les événements progressaient et plus cette idée paraissait utopique. Pour la réaliser, la Bulgarie se serait heurtée non seulement à l'opposition de la Turquie, mais encore à celle des petites puissances balkaniques et de l'Autriche, qui se posaient en prétendantes à la Macédoine. Il fallait une alliée et celle-là ne pouvait être que l'Autriche. Il est vrai que son concours devait coûter cher, que les Bulgares devaient lui céder toute la Macédoine à l'ouest du fleuve Strouma, mais d'autre part, le nationalisme bulgare risquait de perdre tout. Prêt déjà depuis 1908 pour la guerre contre la Turquie, la Bulgarie, voyait depuis cette époque ses chances de victoire diminuer tous les jours. Quatre années de régime « jeune turc »<sup>6</sup> ont eu comme conséquence une réorganisation de l'armée turque. La ville d'Andrinople qui était considérée auparavant comme une vieille forteresse incapable de résister à une artillerie moderne, a été transformée complètement et mise en état de défense. La Bulgarie devait se presser si elle ne voulait perdre tout à fait l'espoir de s'enrichir aux dépens de la Turquie.

Mais elle ne pouvait pas espérer l'appui de la Russie. Cette dernière occupée en Extrême-Orient, avait inauguré par rapport à la Turquie une politique de statu quo. Toutes les atrocités commises contre les Arméniens n'ont pas été en état de la faire changer de tactique. Elle restait aussi sourde aux cris des massacrés en Macédoine, autant par la faute des Turcs qu'à la suite des ignobles provocations des faux révolutionnaires macédoniens. L'entente des États balkaniques paraissait impossible, étant donné leurs luttes anciennes et l'incompatibilité de leurs prétentions sur la Turquie d'Europe. Dans ces circonstances, les nationalistes bulgares se voyaient obligés de quitter la politique utopique de la Bulgarie de San Stefano et de passer à une politique pratique : le partage du territoire turc de concert avec l'Autriche.

Déjà en 1908, il y eut une première collaboration entre la Bulgarie et l'Autriche. La proclamation de l'indépendance bulgare et l'annexion de la Bosnie sont deux faits connexes. Cette collaboration a rapproché les Bulgares de l'Autriche et depuis quatre ans l'alliance austro-bulgare était en l'air. On parlait même déjà que, pour dédommager la Bulgarie de la perte d'une partie de la Macédoine, qui devrait devenir autrichienne, l'Autriche lui donnerait une partie du territoire de la Serbie, condamnée à disparaître dans la même débâcle avec la Turquie. Je connais des personnes qui, en 1909, faisaient auprès des chefs de partis politiques bulgares de la propagande en faveur de ces projets qui répugnaient aux sentiments slavophiles et à la méfiance naturelle qu'ont les petits peuples envers les grands.

Je connais aussi un ancien ministre, du parti démocrate, qui, pour justifier un partage éventuel de la Serbie entre la Bulgarie et l'Autriche, déclarait ceci : « *Nous ne tolérerons pas qu'à 40 kilomètres de notre capitale s'établisse une voisine aussi puissante que l'Autriche* ». (En cas d'occupation de la Serbie entière, par l'Autriche, celle-ci se trouverait, en effet, à 40 kilomètres de Sofia). Je connais des journaux et des journalistes à Sofia qui recevaient le mot d'ordre à la légation d'Autriche.

Ce qui montre à quel point l'alliance entre l'Autriche et la Bulgarie apparaissait dans la logique des choses, c'est la croyance générale qui existait en Bulgarie l'année dernière, lors de la révision de la Constitution. On s'imaginait que le nouvel article 17, qui autorisait le roi à conclure des traités secrets, avait été rédigé expressément pour permettre la conclusion d'une alliance entre la Bulgarie et l'Autriche. Cette croyance était partagée par tous les cercles politiques bulgares, qui étaient habitués de voir depuis longtemps, dans la personne du roi Ferdinand, l'agent actif d'une pareille alliance.

Je puis apporter ici un témoignage personnel. Le quotidien socialiste « *Napred* », que je dirigeais l'année dernière à Sofia, fit une campagne pour pénétrer les mystères d'un autre traité secret, celui de 1902, signé entre la Russie et le roi Ferdinand. Pour être fixés sur ce traité, nous avons entrepris une

---

5 Traité de paix signé en mars 1878 à San Stefano (Italie) mettant fin à la guerre russo-turque de 1877-1878.

6 Nom donné en Europe occidentale aux membres de « Union et Progrès », le parti de la bourgeoisie turque fondé en 1889 à Constantinople. Les Jeunes Turcs aspiraient à limiter le pouvoir absolu du Sultan et à transformer l'empire féodal en une monarchie constitutionnelle bourgeoise.

enquête auprès des anciens ministres bulgares. Entre autres, le député socialiste Sakasoff s'était rendu chez le chef des Stamboulovistes, Ghenadiev. Celui-ci, sans nier l'existence du traité de 1902, prétendait qu'il était resté lettre morte, mais il a assuré Sakasoff que la révision de l'article 17 s'était faite en vue d'un traité avec l'Autriche dont le texte même aurait été déjà prêt au palais, n'attendant que les signatures. Cette croyance n'existait pas seulement en Bulgarie. Elle était partagée aussi par la presse nationaliste russe qui, « *Novoe Vremia* » en tête, a mené une campagne furieuse contre « *Ferdinand de Cobourg-Gotha* ».

Il n'est donc pas difficile de comprendre pourquoi à la nouvelle de la mobilisation des armées balkaniques, certains cercles de la Turquie étaient enclins à voir là encore le doigt de la diplomatie autrichienne. En réalité, l'alliance balkanique a été faite MALGRÉ ELLE et CONTRE ELLE. Et le danger est qu'elle ne cherche à tirer revanche de ce fait. Nous ne connaissons pas encore les pourparlers qui ont précédé cette alliance et le rôle qui en revient à chacun des États balkaniques, à la Russie et à la France qui a dû ainsi jouer le rôle de médiatrice entre les États balkaniques. Peut-être l'Angleterre aussi n'est-elle pas tout à fait étrangère à ce fait.

Tout dernièrement, il y a un mois, un fait significatif s'est passé qui relève un peu le voile couvrant les secrets de la diplomatie. Le « *Temps* » dont le bulletin extérieur est souvent directement inspiré par le ministre des Affaires étrangères de France ou par certains ambassadeurs, avait publié un article comminatoire à l'adresse de la Bulgarie. Il l'a menacée de l'isolement complet, en cas de guerre, la Triple entente [*France, Grande-Bretagne, Russie*] pouvant retenir les Serbes et les Grecs d'une coopération avec les Bulgares. Il l'a menacée encore de la fermeture du marché financier pour tout crédit.

Enfin, le « *Temps* », pour frapper l'imagination de l'opinion publique bulgare, prédisait la défaite des armées bulgares en trahissant même certains secrets de la mobilisation bulgare. Ce dernier fait montre que l'article était inspiré directement par le quai d'Orsay ou l'ambassade russe. Mais ce qui est caractéristique, ce fut la réponse de l'officieux bulgare « *Mir* ». Tirée au clair, cette réponse disait : « Si la Triple Entente, après avoir tant insisté pour nous entendre avec les autres peuples chrétiens des Balkans, nous menace de l'isolement, alors nous aussi, nous nous considérons libres de tout engagement et nous chercherons notre allié là où les intérêts nous l'indiquent. » C'était une menace directe d'une alliance entre l'Autriche et la Bulgarie, dans le cas où l'alliance balkanique aurait échoué.

Vous me demandez quel est mon avis sur la politique de Berchtold. Le projet de l'homme d'État autrichien avait pour but de soutenir l'action des Albanais. La diplomatie autrichienne a agité aussi l'idée d'une grande Albanie, empiétant sur les prétentions des Serbes, des Bulgares et des Grecs. Ce fait aussi n'a pas contribué peu à la conclusion de l'alliance balkanique. D'autre part, cette proposition était le premier acte d'hostilité contre la Turquie. Mais la diplomatie autrichienne a été prise à son propre jeu. Après avoir déchaîné les événements, après avoir habitué les États balkaniques à la possibilité d'un partage de la Turquie, elle se reprend pour se poser en sentinelle de l'intégrité de l'empire ottoman et de la suzeraineté du sultan. Elle trouve maintenant que le raisin n'est pas mûr.

La guerre est déjà déchaînée. Vous connaissez par les journaux et surtout par les communications du Bureau socialiste international les efforts que nous, les socialistes des Balkans, nous avons faits pour prévenir dans la mesure de nos forces cette grande calamité. En ce moment-ci l'action des socialistes de la Serbie, de la Bulgarie, de la Grèce et de la Turquie est complètement paralysée. Les organisations sont vidées. Toute la population valide est à la frontière. D'un court voyage que j'ai fait en Bulgarie, j'ai emporté l'impression d'un immense désastre matériel et moral.

En Roumanie, nous continuons notre campagne. Dimanche passé, 7/20 octobre, nous avons eu des manifestations dans tout le pays. Mais la Roumanie ne sera entraînée dans la guerre que si l'Autriche l'exige. C'est donc aux camarades de Hongrie et d'Autriche qu'il appartient de nous sauver, de sauver toute l'Europe de la guerre générale en se sauvant eux-mêmes. Nous connaissons la campagne que le

prolétariat austro-hongrois mène dans tout l'empire contre la guerre, et nous lui souhaitons le plus complet succès.

Bucharest, 6/19 octobre, 1912.

C. Racowsky